de technologie qui s'est tenue à Genève du 26 août au 4 septembre 1985⁵⁷;

3. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de convoquer une réunion d'experts gouvernementaux chargée d'étudier, sous tous ses aspects, la situation actuelle de la migration internationale de personnel qualifié hors des pays en développement, ces experts devant se concentrer sur la nature, l'ampleur et les conséquences de ces mouvements, compte tenu des intérêts de toutes les parties, afin de proposer à la Conférence et, s'il y a lieu, à d'autres organisations internationales, des travaux complémentaires qu'elles pourraient réaliser pour atténuer les effets préjudiciables de ce phénomène, plus particulièrement du point de vue de ses conséquences pour les pays en développement, et compte tenu également, s'il y a lieu, des travaux effectués jusqu'à présent par des groupes d'experts gouvernementaux, ainsi que de tous autres éléments pertinents;

4. *Prie également* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'effectuer des études contenant :

a) Une analyse, établie à partir des statistiques les plus récentes et généralement acceptables, de la situation actuelle en ce qui concerne la migration internationale de personnel qualifié hors des pays en développement;

b) Une bibliographie complète de la documentation existant actuellement sur ce sujet;

5. *Recommande* que le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement invite tous les organes et organismes compétents des Nations Unies et d'autres organisations internationales appropriées à participer à l'établissement des études et aux travaux de la réunion d'experts gouvernementaux;

6. *Prie* le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de rendre compte à l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session, par l'intermédiaire du Conseil du commerce et du développement, des résultats de la réunion d'experts gouvernementaux;

7. *Prie* le Secrétaire général de convoquer de nouvelles réunions du Groupe interorganisations du transfert inverse de technologie et de faire rapport sur leurs résultats à l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/192. Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives qui s'est tenue à Genève du 4 au 15 novembre 1985, ainsi que les propositions faites par les groupes régionaux⁵⁸,

Invite le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Président

⁵⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 15 (A/40/15), vol. II, annexe III.

⁵⁸ Pour les propositions, voir A/C.2/40/12, annexe. Le rapport de la Conférence a paru sous la cote TD/RBP/CONF.2/8 et Corr.1.

⁵⁹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.1.21 et rectificatifs), chap. VII.

de la Conférence des Nations Unies chargée de revoir tous les aspects de l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives à engager avec les groupes régionaux et les gouvernements, selon qu'il conviendra, des consultations sur la reconvoque de la Conférence à Genève et à rendre compte à l'Assemblée générale des résultats de ces consultations dès que possible.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/193. Rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement

L'Assemblée générale,

Rappelant le Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement⁵⁹ et la résolution 34/218 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1979,

Notant que le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement a examiné à sa septième session, en tant que thème de fond, la question des systèmes d'information scientifique et technique au service du développement⁶⁰ et notant qu'il a conclu, dans sa résolution 1 (VII) du 7 juin 1985⁶¹, que la mise en place et le renforcement de systèmes et réseaux nationaux d'information devraient constituer l'activité principale dans le processus de création d'un réseau mondial d'information.

Notant en outre que le Comité a mené à bien l'examen à mi-parcours de l'exécution du Programme d'action de Vienne⁶² et qu'il a décidé, par sa résolution 4 (VII) du 7 juin 1985⁶¹, de procéder à un examen d'ensemble en 1989,

1. *Prend acte* du rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement sur sa septième session⁶³;

2. *Fait siennes* les résolutions et décisions qu'il contient

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/194. Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement

L'Assemblée générale,

Prenant acte avec intérêt du rapport du Secrétaire général sur le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement⁶⁴ relatif à la structure financière et institutionnelle du Système de financement pour les trois prochaines années, ainsi que le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement l'a demandé dans sa résolution 6 (VII) du 7 juin 1985⁶¹,

Regrettant que les perspectives actuelles en matière de ressources du Système de financement ne permettent pas pour l'instant d'appliquer pleinement les arrangements financiers et institutionnels à long terme prévus dans la résolution 37/244 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1982,

⁶⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 37 (A/40/37), sect. III.B.

⁶¹ *Ibid.*, Supplément n° 37 (A/40/37), annexe.

⁶² *Ibid.*, Supplément n° 37 (A/40/37), sect. III.C.

⁶³ *Ibid.*, Supplément n° 37 (A/40/37).

⁶⁴ A/C.2.40/4.

Exprimant sa satisfaction de la contribution que le Système de financement a apportée, en dépit de sa faible base financière, au renforcement des capacités scientifiques et techniques dans les pays en développement, demandé dans le Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement⁵⁹ et dans la résolution 34/218 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1979,

Soulignant qu'il importe de poursuivre les activités opérationnelles du Système de financement,

1. *Prie* le Secrétaire général de revoir les recommandations qu'il a formulées dans son rapport sur le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement en fonction des observations faites par les gouvernements pendant la quarantième session de l'Assemblée générale, de tenir des consultations officieuses avec les gouvernements au début de 1986 afin de formuler des propositions définitives et de communiquer ces propositions aux gouvernements avant le 1^{er} mars 1986;

2. *Prie également* le Secrétaire général de convoquer, au plus tard le 30 avril 1986, une conférence d'annonces de contributions au Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement pour permettre aux gouvernements de s'engager à verser des contributions au Système pour 1986 et d'indiquer s'ils ont l'intention de fournir d'autres ressources pour 1986 et les années suivantes;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour que la conférence d'annonces de contributions soit couronnée de succès;

4. *Décide* que, si l'on veut assurer la viabilité des activités opérationnelles, il faudrait que le montant total des ressources mises à la disposition du Système de financement en 1986 soit suffisant pour permettre un volume d'activités qui ne soit pas inférieur au volume moyen atteint par le Système au cours des trois dernières années⁶⁵, et qui aboutirait à un équilibre raisonnable entre les ressources de base et les ressources complémentaires;

5. *Décide en outre* que, au cas où les montants effectivement versés pour 1986 seraient inférieurs à ce niveau, le Secrétaire général devrait rendre compte des résultats de la conférence d'annonces de contributions ainsi que de ses vues sur l'avenir du Système de financement, notamment la cessation méthodique de ses activités, au Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement lors de sa huitième session;

6. *Prie* l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de porter cette question à l'attention du Conseil d'administration du Programme lors de sa trente-troisième session, en vue de solliciter l'autorisation d'assumer les nouvelles responsabilités qui pourraient être confiées au Programme en ce qui concerne le Système de financement, notamment la fourniture de l'appui administratif qui pourrait s'avérer nécessaire pour des fonctions ou des postes spécifiques;

7. *Prie instamment* les gouvernements de faire tous leurs efforts pour apporter l'appui maximal au financement et aux activités du Système de financement.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

40/195. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe

L'Assemblée générale.

Rappelant ses résolutions 37/248 du 21 décembre 1982, 38/160 du 19 décembre 1983 et 39/215 du 18 décembre 1984, par lesquelles elle a notamment prié le Secrétaire général d'encourager la coopération entre les organes, organisations et organismes des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, et demandé instamment que l'on intensifie les contacts de manière à atteindre plus rapidement les objectifs de la Déclaration de Lusaka, en date du 1^{er} avril 1980, par laquelle la Conférence a été établie⁶⁶,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe⁶⁷,

Notant que la Conférence a fait des progrès importants dans la formulation de programmes de développement concrets et que la plupart de ces programmes en sont au stade de l'exécution,

Consciente que ces programmes ne pourront être menés à bien avec succès que si la Conférence dispose de ressources suffisantes,

Profondément préoccupée par la détérioration de la situation économique et de la sécurité en Afrique australe et par les difficultés particulières auxquelles se heurte la coopération régionale du fait des actes de déstabilisation commis par l'Afrique du Sud,

Convaincue qu'une autosuffisance accrue des Etats membres de la Conférence contribuerait à la lutte contre la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud,

Se félicitant des progrès faits par certains organes, organisations et organismes des Nations Unies dans la formulation et l'exécution de programmes de coopération avec la Conférence,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, qui rend compte des progrès réalisés dans l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

2. *Félicite* les Etats Membres et les organes, organisations et organismes des Nations Unies qui ont pris contact avec la Conférence et lui ont accordé une assistance concrète;

3. *Exhorte* la communauté internationale à accroître considérablement son appui financier et matériel à la Conférence;

4. *Exhorte également* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies à coopérer pleinement aux programmes de développement de la Conférence;

5. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Secrétaire exécutif de la Conférence, de poursuivre et d'intensifier les contacts visant à encourager et harmoniser la coopération entre la Conférence et l'Organisation des Nations Unies;

6. *Prie également* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, sur l'application de la présente résolution.

119^e séance plénière
17 décembre 1985

⁶⁵ Soit environ 10 millions de dollars.

⁶⁶ Voir A/38/493, annexe I.

⁶⁷ A/40/579.